

*Les subsides*

Le gouvernement a prouvé que le sourire et la bienveillance n'étaient pas un gage de réussite dans les relations économiques entre états, comme l'a appris Willy Loman à ses dépens comme vendeur à Boston.

Avant de faire des propositions très constructives, je tiens à parler de la situation en général, dans l'immédiat.

[Français]

La réalité économique canado-américaine est, selon moi et selon la grande majorité des Canadiens, la suivante. Il est clair et évident que les deux pays sont d'accord sur le fait que nous avons un commerce valable pour les deux pays. Nous avons un commerce qui atteint actuellement 150 milliards de dollars par année; il est vrai que, présentement, le Canada a un surplus commercial de 20 milliards de dollars, et il est clair pour nous, dans mon parti, et je crois pour la grande majorité des Canadiens, que nous avons un commerce qui va très bien pour le moment, mais qui doit continuer à bien aller dans l'avenir. Les deux pays acceptent cette réalité. Nous sommes des partenaires en Amérique du Nord. En même temps nous avons connu des problèmes dans le passé; nous en connaissons actuellement et, sûrement, que nous allons continuer à en avoir dans l'avenir. Cela est normal quand il s'agit de relations entre deux grands pays.

Il existe quand même, actuellement, certains problèmes très importants dans le secteur du bois d'oeuvre ainsi qu'en ce qui a trait à certains produits agricoles, par exemple, le grain. Et, selon nous, il faut que le gouvernement s'occupe de ces secteurs immédiatement. Il faut trouver une politique valable à ces sérieux problèmes. Au lieu de dépenser temps et ressources sur ce qu'il espère seront des bénéfices à long terme du libre-échange, le gouvernement devrait plutôt attaquer de front ces problèmes tangibles et sérieux.

Ce sont des problèmes qui pourraient provoquer la perte d'emplois dans un avenir rapproché et non pas au XXI<sup>e</sup> siècle.

• (1110)

[Traduction]

Il faut que le gouvernement leur accorde la priorité et qu'il s'y attaque sans tarder. Il faut songer immédiatement à ces secteurs. Au lieu de continuer à axer tous nos efforts sur les discussions sur le libre-échange où l'on retrouve inévitablement l'acceptation de ce qu'on peut seulement qualifier de mythologie du libre-échange, il faut se mettre à essayer de résoudre ces problèmes très graves en tenant compte du point de vue des deux pays concernés.

Ceux qui prétendent que les problèmes qui se posent dans l'immédiat céderont la place à certains avantages à la longue prennent leurs désirs pour la réalité. Lord Keynes, qui est peut-être l'économiste le plus original de notre siècle, a dit que les hommes politiques ne devaient jamais oublier qu'un seul fait est certain à long terme, c'est que nous serons tous morts. S'il y a un groupe sur lequel il ne faut pas compter pour faire des prévisions fiables à long terme, c'est bien celui des économistes. La seule certitude qu'on ait avec les prévisions à long terme des économistes, qu'ils soient de gauche, de droite ou centristes, c'est qu'elles vont forcément être fausses. C'est la seule chose qu'on puisse dire avec certitude sur cette grande science des prévisions économiques.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Je regrette que le fond de l'argumentation du gouvernement en privé, en public, dans les débats à la Chambre des communes, dans les discours prononcés à l'extérieur de la Chambre, dans les thèses de la Commission Royale, ce soit cette profonde foi dans le libre échange, une foi qui comme la plupart des croyances ne repose sur aucun fait concret. Le gouvernement s'imagine que sa foi dans le mythe de la force du marché nous donne la garantie de retombées heureuses à l'avenir pour le Canada. Mon parti n'est absolument pas d'accord avec cette mythologie.

La réalité, c'est qu'aucune nation dans le passé ou dans le monde contemporain, à l'exception peut-être de l'actuel gouvernement de notre pays, n'a véritablement fait de cette mythologie une politique nationale. Elle n'a pas marché dans le passé, sauf pour permettre à un pays d'acquérir une position de domination économique. Les seuls grands avocats de cette théorie au 19<sup>e</sup> siècle ont été les Britanniques, pour des raisons d'intérêt personnel évidentes. Ce mécanisme leur servait à faire progresser leurs intérêts économiques à l'échelle mondiale. De même, ceux qui soutiennent aujourd'hui ce point de vue en privé, au Canada, dans les milieux d'affaires ou dans certains secteurs du monde des affaires sont ceux qui y voient un intérêt personnel. Mais le gouvernement ne devrait pas s'engager sur ce terrain.

Les pays ont de très bonnes raisons de vouloir garantir la poursuite de certains types d'activités économiques. C'est pourquoi nous avons actuellement et nous continuerons à avoir, pas seulement au Canada mais dans d'autres pays aussi, toutes sortes de barrières tarifaires et non tarifaires indispensables à des fins culturelles et agricoles, nécessaires à des programmes de développement régional et à des programmes sociaux de tous ordres. Ces protections sont nécessaires pour donner forme et contenu au concept de nation. Encore une fois, tous les gouvernements du monde qui se préoccupent de l'intérêt à long terme à court terme de leur peuple prennent couramment toutes sortes de mesures de ce genre dans toutes sortes de secteurs.

Les conservateurs, dans leur délire quotidien, prétendent que ceux d'entre nous qui ont adopté ce que je considère comme une attitude responsable de bâtisseurs d'une nation en déclarant qu'il nous fallait toute une gamme de politiques économiques et qu'il ne fallait pas donner carte blanche à une politique de libre-échange dans tous les secteurs, les conservateurs, dis-je, s'imaginent que nous nous méfions d'une politique de développement économique et social rationnelle. Ce que je dis, moi, c'est que c'est le gouvernement qui devrait se méfier d'essayer de faire avaler un tel mythe aux Canadiens.

Alors que le gouvernement canadien est complètement absorbé par sa propre mythologie illusoire des avantages unilatéraux du libre échange, on ne peut pas en dire autant des États-Unis d'Amérique. J'aimerais vous dire maintenant quelques mots de ce qui se passe aux États-Unis. J'espère que les événements qui se sont passés depuis une dizaine de jours ont incité notre gouvernement à repenser sérieusement un certain nombre de choses.

Les événements qui se produisent aux États-Unis, j'insiste bien là-dessus, se produisent au niveau exécutif du système politique américain. Je ne parle pas des très graves mesures